

Cahier des Clauses Techniques Particulières V2

10/04/2025



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Établissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
14033 - CAEN Cedex 9

Réalisation de prélèvements et d'analyses en laboratoire
Lot 2 Prélèvements et analyses d'eau communes aux établissements
Lot 3 Prélèvements et analyses d'eau spécifiques au CHU de Caen

MARCHE A BONS DE COMMANDE

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| 1. OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| 2. DEFINITION DU BESOIN | 3 |
| 3. LOCALISATION DES PRELEVEMENTS | 3 |
| 3.1. CHU DE CAEN..... | 3 |
| 3.2. CH DE LISIEUX..... | 3 |
| 3.3. CH DE PONT L'ÉVEQUE | 4 |
| 3.4. CH DE FALAISE | 4 |
| 3.5. CH D'ARGENTAN..... | 4 |
| 3.6. EPSM DE CAEN..... | 4 |
| 3.7. CH VIMOUTIERS | 4 |
| 3.8. CH AUNAY-BAYAUX | 4 |
| 3.9. CH CÔTE FLEURIE | 5 |
| 4. CONTEXTE ET OBLIGATIONS | 5 |
| 4.1. CONTRAINTES RÉGLEMENTAIRES | 5 |
| 4.2. ACCREDITATION | 5 |
| 4.3. PRELEVEURS..... | 5 |
| 4.4. PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE | 6 |
| 4.5. PLANIFICATION | 6 |
| 4.6. PÉRIODE D'INTERVENTION..... | 6 |
| 4.7. FRÉQUENCE..... | 6 |
| 4.8. MODALITÉS D'INTERVENTION..... | 6 |
| 4.9. DÉLAIS D'INTERVENTION | 6 |
| 4.10. ASSISTANCE TECHNIQUE / OBLIGATION DE CONSEIL | 7 |
| 5. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ..... | 7 |
| 5.1. PLAN DE PRÉVENTION..... | 7 |
| 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS..... | 7 |
| 6.1. LOT 2 : PRELEVEMENTS ET ANALYSES D'EAU COMMUNES AUX DIFFÉRENTS ÉTABLISSEMENTS..... | 7 |
| 6.1.1. <i>Prélèvements et analyses associés aux recherches légionnelles.....</i> | <i>7</i> |
| 6.1.2. <i>Prélèvements dans les services d'hémodialyse.....</i> | <i>8</i> |
| 6.1.3. <i>Prélèvements eaux de soins.....</i> | <i>8</i> |
| 6.2. LOT 3 : PRELEVEMENTS ET ANALYSES D'EAU SPÉCIFIQUES AU CHU DE CAEN..... | 9 |
| 6.2.1 <i>Prélèvements sur les rejets d'eau usées.....</i> | <i>9</i> |
| 6.2.2 <i>Prélèvement dans le service de médecine nucléaire.....</i> | <i>10</i> |
| 6.2.3 <i>Prélèvement dans le service d'immunologie.....</i> | <i>10</i> |
| 6.3. RAPPORTS | 10 |
| 6.4. ANOMALIE - URGENCE | 11 |
| 6.5. CONSERVATION DES SOUCHES | 11 |

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prélèvements d'eau associés à la réalisation d'analyse en laboratoire pour les 9 établissements du GHT Normandie Centre.

La prestation consiste à réaliser, sur émission d'un bon de commande, des prélèvements et analyses d'eau conformément aux obligations réglementaires imposées mais également selon les besoins des établissements. A l'issue des interventions de prélèvement et d'analyse, un rapport est transmis aux établissements.

2. DEFINITION DU BESOIN

Dans le cadre de la maîtrise de la qualité de l'eau, les établissements réalisent des prélèvements d'eau sur différents types d'installations, notamment :

- Sur les productions et points d'usage (douche, lavabo...) d'eau chaude sanitaire pour la recherche de légionnelles
- Sur les productions d'eau de dialyse
- Sur les eaux de soins : eau de soins standards, eau osmosée, eau adoucie...
- Sur les rejets d'eaux usées collectifs
- Sur les cuves de décantation d'effluents à risque radioactif du service de médecine nucléaire
- Sur les cuves de décantation d'effluents à risque radioactif du laboratoire d'immunologie

Toutes les prestations sont exécutées suivant les règles de l'art et dans le respect de toutes les réglementations en vigueur au moment de la remise des offres

Le présent descriptif n'est pas limitatif. Le titulaire prévoit tout ce qui est nécessaire à la complète réalisation des prestations.

Le titulaire prend en compte les différentes contraintes associées aux établissements, à savoir :

- La réglementation IGH (pour le CHU de Caen uniquement) et ERP
- **La contrainte environnementale liée à l'amiante pour le CHU de Caen uniquement**
- L'obligation de continuité de service

Le titulaire du marché a une obligation de résultat et met en œuvre tous les moyens humains et matériels définis dans son offre.

Suivant l'opération à réaliser, la prestation, déclenchée par l'émission d'un bon de commande peut comprendre tout ou partie des éléments référencés au bordereau des prix unitaires forfaitisés joint au présent CCTP. Le titulaire doit accuser réception de cette demande.

3. LOCALISATION DES PRELEVEMENTS

3.1. CHU DE CAEN

Côte de Nacre (CN)
Avenue Côte de Nacre
14033 CAEN CEDEX 9

Clemenceau (CL)
Avenue Georges Clemenceau
14033 CAEN CEDEX 9

Résidence pour Personnes Agées (RPA)
53 Bd de la Charité
14000 CAEN

3.2. CH DE LISIEUX

Centre Hospitalier Robert BISSON
4 rue Roger Aini
BP 97223
14107 LISIEUX CEDEX

3.3. CH DE PONT L'EVEQUE

Centre Hospitalier de Pont L'Evêque
23.Avenue du Rambault
14 130 PONT L'EVEQUE

3.4. CH DE FALAISE

Centre Hospitalier de Falaise
Bd des Bercagnes
14700 FALAISE

3.5. CH D'ARGENTAN

Centre Hospitalier Fernand LEGER
47 rue Aristide Briand
CS 50209
61203 ARGENTAN Cedex

3.6. EPSM DE CAEN

Site de Caen
15 ter rue St Ouen
14053 Caen

Maison d'accueil spécialisée de Boulon
207 rue des Jardins
14220 Boulon

CSAPA
45 rue de Bretagne
14000 CAEN

3.7. CH VIMOUTIERS

Centre Hospitalier Marescot
2, rue du Docteur Marescot
61120 VIMOUTIERS

3.8. CH AUNAY-BAYEUX

Centre Hospitalier Aunay- Bayeux
13 rue de Nesmond
BP18127
14401 BAYEUX Cedex

Centre Hospitalier Louis Lacaine d'Aunay-sur-Odon
5 rue de l'Hôpital
14260 AUNAY-SUR-ODON

3.9. CH COTE FLEURIE

CH Cricquebœuf
La brèche du bois
14113 Cricquebœuf

CH Equemauville
Chemin de la Plane
14600 Equemauville

EHPAD Mont Joly
Rue du Commandant Charcot
14360 Trouville sur mer

4. CONTEXTE ET OBLIGATIONS

4.1. CONTRAINTES REGLEMENTAIRES

Les prestations demandées doivent être conformes aux réglementations et normes en vigueur au moment de la remise des offres, notamment :

- Les textes en vigueur (directives, lois, arrêtés, décrets, circulaires) relatifs aux installations de traitement d'eau en particulier le code de la santé publique et le décret N°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.
- La circulaire DGS/SD7A/SD5C-DHOS/E4 N°2002/243 du 22/04/2002 relative à la prévention du risque lié aux légionnelles dans les établissements de santé.
- L'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire.
- Les recommandations du guide technique pour l'eau dans les établissements de santé.
- L'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- L'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Convention de rejet FDT 90-523-2 : Guide de prélèvement pour le suivi de qualités des eaux dans l'environnement – partie 2 : prélèvement d'eau résiduaire.
- L'arrêté sectoriel, spécifique à une activité industrielle dès lors que celle-ci relève du régime de l'Autorisation.
- La décision n° 2008-DC-0095 du 29 janvier 2008 de l'Autorité de sûreté nucléaire fixant les règles techniques auxquelles doit satisfaire l'élimination des effluents et des déchets contaminés par les radionucléides, ou susceptibles de l'être du fait d'une activité nucléaire, prise en application des dispositions de l'article R. 1333-12 du code de la santé publique.
- Circulaire DGS/DH/AFSSAPS n° 2007-52 du 30 janvier 2007 relative aux spécifications techniques et à la sécurité sanitaire de la pratique de l'hémodiltration et de l'hémodiafiltration en ligne dans les établissements de santé.
- Circulaire DGS/DH/AFSSAPS n° 2000-337 du 20 juin 2000 relative à la diffusion d'un guide pour la production d'eau pour hémodialyse des patients insuffisants rénaux.
- Prescriptions de la Pharmacopée européenne, 5^{ème} Edition 2005, relatives à l'eau pour dilution des solutions concentrées pour hémodialyse (monographie n° 1167).

4.2. ACCREDITATION

Le titulaire du marché possède toutes les habilitations et certifications nécessaires à la réalisation des prestations demandées conformément à la réglementation en vigueur et notamment l'accréditation COFRAC (Comité français d'accréditation) selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour le paramètre « légionnelles ».

4.3. PRELEVEURS

Les préleveurs sont à minima tous formés ou habilités. Ils sont identifiés et enregistrés auprès de chaque établissement comme étant le(s) référent(s) ou le(s) suppléant(s) sur les interventions à réaliser, dès notification du marché.

Ils s'informent, lors de la rencontre de mise en œuvre du marché des opérations de prélèvement proprement dite, des consignes d'hygiène et sécurité de l'établissement et du service où ils interviennent et s'engagent à les respecter.

En cas de dysfonctionnement que les établissements jugeraient induits par une incompétence des personnels référents ou suppléants, ils se réservent le droit d'exclure durablement ou définitivement ce ou ces personnels en cause, sans délai. Le titulaire organise alors le remplacement de ces personnes pour assurer le maintien de niveau de performance d'exécution du marché

Les préleveurs sont systématiquement accompagnés par un membre du personnel de l'établissement partie lors des interventions.

4.4. PLAN D'ECHANTILLONNAGE

Il est réalisé par le titulaire qui doit organiser chaque opération avec l'établissement et en établir un protocole. Ce protocole reprend notamment l'objet de l'opération, la stratégie de prélèvement, le nombre de mesures envisagées, la planification de l'intervention.

4.5. PLANIFICATION

Elle est réalisée conjointement entre le titulaire et l'établissement et fait l'objet d'un planning prévisionnel annuel. Toute modification (ou report) par l'une ou l'autre des parties doit être officialisée dans un délai de 15 jours avant la date d'intervention prévue au planning.

4.6. PERIODE D'INTERVENTION

Les périodes d'intervention sont fixées du lundi au vendredi hors jours fériés selon la plage horaire de chaque établissement (amplitude horaire maximum de 7h00 à 17h00).

4.7. FREQUENCE

La fréquence indicative des prélèvements / analyses est celle mentionnée au BPU ou au présent document

4.8. MODALITES D'INTERVENTION

Elles sont établies conjointement avec chaque établissement.

A cet effet, le prestataire, 15 jours avant le début d'exécution du marché, doit organiser une rencontre de mise en œuvre avec le/les responsables de chaque établissement afin d'établir :

- la liste des préleveurs et intervenants dédiés à la prestation,
- le plan d'échantillonnage,
- la planification,
- les fréquences et période d'intervention
- les consignes et règles d'hygiène et sécurité ainsi que les règlements intérieurs en vigueur de l'établissement,
- la liste des personnes référentes de l'établissement pour le suivi d'exécution et la remise des résultats, l'accompagnement des préleveurs...

Cette rencontre est renouvelée chaque année à une date définie conjointement avec le référent technique du marché de chaque établissement.

4.9. DELAIS D'INTERVENTION

En dehors des interventions planifiées annuellement, le titulaire doit être disponible dans les 10 jours suivant la sollicitation des établissements pour effectuer des prélèvements, la mission débutant dès réception du bon de commande émis par l'établissement.

En cas de risque sanitaire, le préleveur doit pouvoir intervenir dans les 48h après appel de l'établissement avec une confirmation par courriel.

4.10. ASSISTANCE TECHNIQUE / OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire fournit gratuitement une assistance technique, notamment en cas de difficulté d'interprétation des résultats, de recherche de cause pour les résultats non conformes de manière récurrente mais aussi en tant que conseillers quant à la pertinence des plans de contrôle des établissements (veille réglementaire, type d'analyse, fréquence ...).

5. HYGIENE ET SECURITE

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'hygiène et la sécurité de son personnel au cours des prestations.

5.1. PLAN DE PREVENTION

Après notification du marché et avant tout commencement d'exécution, un plan de prévention est réalisé avec chaque établissement.

A transmission de l'information préalable (nécessaire à la rédaction du plan de prévention) par l'établissement au titulaire, celui-ci dispose d'un délai de rigueur de 10 jours afin de renseigner cette information préalable et de la retourner à l'établissement.

S'agissant du CHU de Caen, prendre contact avec le Service Prévention, Mme CORNET, tel : 02.31.06.40.30, courriel : cornet-ch@chu-caen.fr

6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

En fonction de l'activité hospitalière pendant les opérations de prélèvements, la réalisation des prestations peut avoir lieu en une ou plusieurs interventions en fonction de la libération des locaux et de la disponibilité des personnels de l'établissement. Aucune plus-value ne peut être demandée par le titulaire en fonction du nombre d'intervention sur site.

Le titulaire est tenu de demander la fourniture des informations qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne peut jamais se prévaloir d'un manque de renseignements ou d'instructions pour légitimer les retards ou une exécution non conforme au présent document.

Les prestations sont réparties en deux lots :

Lot 2 : Prélèvements et analyse d'eau classiques communes aux différents établissements

- Eau chaude sanitaire (légionnelles)
- Eau de dialyse
- Eaux de soins : eau de soins standards : eau osmosée, eau adoucie...

Lot 3 : Prélèvements et analyses d'eau spécifiques pour le CHU de Caen uniquement

- Rejets d'eau usées
- Rejet d'eau du service médecine nucléaire
- Rejet d'eau du service immunologie

6.1. LOT 2 : PRELEVEMENTS ET ANALYSES D'EAU COMMUNES AUX DIFFERENTS ETABLISSEMENTS

6.1.1. Prélèvements et analyses associés aux recherches légionnelles

Le titulaire intervient sur des prestations de recherches de légionnelles dans les différentes installations des établissements notamment :

- les productions d'eau chaude sanitaire (départ, retour et fond de ballon)
- les points d'usage des chambres de patients (douches et lavabos)
- les points d'usage du personnel de soins (douches)
- les points défavorisés des réseaux d'eau chaude sanitaire

Le choix des points de surveillance relève d'une stratégie d'échantillonnage contenant notamment des points d'usage à risque et des points défavorisés des réseaux d'eau chaude. Les points à contrôler sont établis entre le service d'hygiène hospitalière (l'EOHH) et le service technique de chaque établissement partie.

L'objectif cible sur les différents prélèvements d'eau associés à de l'activité médicale est l'absence de *Légionella Pneumophila*. Pour les points d'eau utilisés par le personnel de soins notamment les chambres de garde, nous sommes sur un seuil inférieur à 1000 UFC/L.

En cas de dépassement des différents seuils à J5, le laboratoire doit communiquer les résultats par téléphone confirmé par courriel à l'établissement partie concerné. Les personnes à contacter sont définies lors de la réunion de mise en œuvre du marché avec chaque établissement partie.

| Etablissements | Quantité prévisionnelle | Nombre estimatif de points de prélèvement |
|------------------|-------------------------|---|
| CHU Caen | 1 / an | 120 points |
| CH Lisieux | 1 / an | 80 points |
| CH Pont L'Evêque | 1 / an | 25 points |
| CH Argentan | 1 / an | 31 points |
| CH Falaise | 1 / an | 25 points |
| CH Vimoutiers | 1 / an | 11 points |
| EPSM | 1 / an | 90 points |
| CH Aunay-Bayeux | 1 / an | 80 points |
| CH Côte Fleurie | 0 / an | 0 point |

Spécificité relative au CHU de Caen

1) Intervention en milieu amianté

Les interventions sur la production d'eau chaude du niveau 04 sous station 5 uniquement sont soumis aux contraintes d'accessibilité liées à l'exposition amiante. Les prélèvements seront donc effectués par des agents de l'établissement préalablement formés aux techniques de prélèvements par le prestataire qui fournit l'ensemble des consommables et équipements nécessaires à la réalisation des prélèvements (bidons, thermomètre...).

2) Report de mesure sur le compte rendu

Le CHU procède sur plusieurs productions d'eau chaude à des traitements chimiques permanents dans les réseaux, soit par dioxyde de chlore, soit par chlore stabilisé. Le CHU procède au moment du prélèvement à une mesure de concentration, cette valeur par mesure de traçabilité doit être inscrite sous forme d'observation sur le rapport du prélèvement.

6.1.2. Prélèvements dans les services d'hémodialyse

Spécificité relative au CHU de Caen

Dans le cadre des pratiques d'hémodiafiltration, un contrôle annuel de l'eau de dialyse est à réaliser sur site au centre universitaire des maladies rénales (CUMR) et sur la réanimation chirurgicale du niveau 06.

Ce contrôle permet la requalification de l'installation conformément aux exigences médicales et textes réglementaires (point 4.1).

Ce contrôle est réalisé dans les sous stations de traitement d'eau de dialyse sur le départ de boucle.

Le titulaire réalise les différents types d'analyses mentionnés au BPU.

Spécificité relative au CH de Lisieux

A définir lors de la rencontre de mise en œuvre avec l'établissement

6.1.3. Prélèvements eaux de soins

Selon les spécificités définies avec l'établissement lors de la rencontre de mise en œuvre, le titulaire réalise les différents types de prélèvements et d'analyse mentionnés au BPU.

Certaines mesures, mentionnées au BPU sont uniquement effectuées « à la demande », selon les besoins de l'établissements.

Spécificités relatives aux CH d'Argentan et du CH de Falaise

S'agissant des prestations relatives aux endoscopes (eau arrivée lave endoscope, eau de rinçage lave endoscope et endoscope), la prestation consiste uniquement en :

- la mise à disposition du flaconnage et du tween
- l'analyse et le rapport d'analyse

Les prélèvements et les déplacements sont effectués par l'établissement.

6.2. LOT 3 : PRELEVEMENTS ET ANALYSES D'EAU SPECIQUES AU CHU DE CAEN

6.2.1 Prélèvements sur les rejets d'eau usées

S'agissant du CHU de Caen, le titulaire doit réaliser des prélèvements sur les rejets d'eau usées collectifs sur les sites de Côte de Nacre (CN) et de Clémenceau (CL).

La prestation consiste à un prélèvement d'un échantillon d'eau résiduaire représentatif du fonctionnement du plateau hospitalier, sur une durée de 24 heures, proportionnellement au débit de l'effluent et mesure du débit.

Le titulaire s'engage à mettre en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur afin de permettre la bonne exécution des prestations y compris les moyens d'accès, les équipements de protection individuelle et collective, les équipements de balisage de la zone de prélèvement...

Le titulaire prévoit :

- Un contrôle trimestriel sur les deux collecteurs d'eaux usées du site Côte de Nacre regroupant les différents bâtiments hospitaliers (Tour, PFEH).
- Un contrôle semestriel sur le collecteur d'eaux usées du site de Clémenceau (CL).

Le titulaire réalise les différents types d'analyse ci-dessous à chaque intervention (Côte de Nacre et Clémenceau) :

- Argent
- Aluminium
- Cadmium
- Chrome
- Cuivre
- DCO
- DBO
- Fer
- Mercure
- Indice d'hydrocarbures
- Indice phénol
- Matières en suspension
- Manganèse
- Nickel
- Azote global
- Plomb
- PH
- Substances extractibles à l'hexane
- Température de l'eau
- Zinc
- Ammonium
- Nitrates
- Nitrites
- Phosphore total.

Uniquement sur le site de Côte de Nacre :

- Spectrométrie Gamma
- Cobalt 57
- Cobalt 58
- Technétium 99
- Indium 111
- Iode 123

- Iode 131
- Rhénium 186
- Chrome 51
- Gallium 67
- Thallium 201
- Iutétium 177

6.2.2 Prélèvement dans le service de médecine nucléaire

Le service de médecine nucléaire possède une installation de stockage des effluents sur son laboratoire chaud. Les deux cuves, d'un volume de 1 500 litres chacune, sont destinées à recevoir les effluents liquides radioactifs. Le remplissage de ces cuves se fait alternativement. Lorsqu'une cuve est pleine, elle est maintenue pendant le temps nécessaire à la décroissance de l'activité radioactive.

Le service de radioprotection sollicite, au moins une fois par mois, le titulaire du marché pour prélever et analyser le contenu de la cuve en fin de décroissance avant mise à l'égout.

Le titulaire réalise les différents types d'analyses ci-dessous :

- Gallium 67
- Gallium 68
- Technétium 99 métastable
- Indium 111
- Iode 123
- Iode 131
- Thallium 201
- Iutétium 177.

Les prélèvements sont réalisés directement dans chaque cuve avec le système de pompe péristaltique attendant. Le titulaire prévoit néanmoins un équipement de pompage afin de récupérer le liquide en cas d'incapacité à utiliser le dispositif en place.

En raison des vidanges régulières des cuves, le titulaire doit, pour ce type de prestation, intervenir directement sur demande du service de radioprotection.

6.2.3 Prélèvement dans le service d'immunologie

Le laboratoire d'immunologie du CHU possède une installation de stockage des effluents « chauds ». L'installation est composée de trois cuves de 1000 litres chacune. Elles collectent alternativement les effluents du laboratoire contenant des éléments radioactifs du type Iode 125. Le temps de décroissance après remplissage de la cuve est d'environ 18 mois.

Le service d'immunologie sollicite, environ une fois par an, le titulaire du marché pour prélever et analyser les effluents.

Le titulaire réalise l'analyse relative à l'élément radioactif Iode 125.

La périodicité est d'environ une fois par an, les prélèvements sont réalisés directement dans chaque cuve avec une pompe installée sur place.

Le titulaire prévoit néanmoins un équipement de pompage afin de récupérer le liquide en cas d'incapacité à utiliser le dispositif de la cuve.

6.3. RAPPORTS

Les résultats doivent être communiqués aux établissements :

- Lot 2 : sous 10 jours pour les légionnelles et 7 jours pour les autres analyses.
- Lot 3 : sous 10 jours maximum, après retrait des appareils de mesure ou réalisation des prélèvements.

S'agissant des analyses légionnelles, une lecture intermédiaire à j+5 est communiquée par courriel conformément au point 6.1.1 (résultat anticipé).

Pour des raisons de confidentialité des résultats, les destinataires exclusifs des résultats (nom, tel, adresse courriel) sont déterminés avec chaque établissement lors la rencontre de mise en œuvre du marché.

Le rapport, sous format PDF, reprend :

- ❖ Le nom et la raison social du laboratoire
- ❖ L'identité et la fonction de la personne ayant réalisée le prélèvement
- ❖ L'objet des mesures, le protocole et la stratégie de prélèvement,
- ❖ Les résultats commentés et expliqués,
- ❖ L'identification et la localisation exacte des points de prélèvement
- ❖ Les conditions du prélèvement (au repos, en activité, 1^{er} jet)
- ❖ Les PV d'analyse du laboratoire.
- ❖ Les anomalies constatées.
- ❖ La fiche de prélèvement.

Le soumissionnaire peut également proposer la mise à disposition gratuite d'une plateforme en ligne de résultats permettant l'accès à un espace sécurisé, 24h/24 et 7j/7, via une simple connexion internet.

6.4. ANOMALIE - URGENCE

En cas d'anomalie ou de résultats non conformes pouvant avoir un impact sur la sécurité des populations fréquentant l'établissement, un système d'alerte est mis en place par le prestataire pour contacter, sans délai, les services et personnels concernés.

La liste des services et personnels concernés de chaque établissement est transmise au titulaire lors de la rencontre de mise en œuvre du marché.

Pour le CHU de Caen, il s'agit de :

- L'équipe opérationnelle d'hygiène hospitalière : joignable au 02.31.06.33.21 et par courriel à l'adresse suivante : infectiovigilance@chu-caen.fr
- L'interlocuteur technique : joignable au 02.31.06.40.03 et par courriel à l'adresse suivante : payen-s@chu-caen.fr

6.5. CONSERVATION DES SOUCHES

Pour les légionnelles, la durée de conservation des souches est au minimum d'un an.

* *

*